

OBJET : ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT
DE L'AVENUE DU DOCTEUR BROQUET (n°48)

Le Maire de la Ville de Gonesse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L112-1 à L112-7, L116-1 à L116-8, L141-2 à L141-7, R112-1 à R112-3 et R116-1 à R116-2,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, modifié par le décret n°79-1152 du 28 décembre 1979, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales,

Considérant la demande en date du 25 août 2022 par laquelle l'Office Notarial de Gonesse demande pour la propriété située 48 avenue du Docteur Broquet, en agglomération, sur la commune de Gonesse, l'alignement au droit de l'avenue du Docteur Broquet, voie communale,

Propriété constituée de la parcelle cadastrée section AE, numéro 32.

Considérant qu'il n'existe pas de plan d'alignement, et qu'en l'absence, il convient de considérer que l'alignement doit être fixé conformément à la limite de fait établie d'après la situation des lieux, laquelle est considérée comme correspondant à la limite figurant au cadastre, seule faisant foi,

ARRÊTE

Article 1 - Alignement

L'alignement de la propriété du bénéficiaire au droit de la voie susmentionnée est défini par la limite actuelle du domaine public qui se confond avec la limite de la propriété.

Lors du dépôt d'une éventuelle demande d'autorisation d'urbanisme (permis de construire...), une zone non aedificandi pourra être imposée.

Article 2 – Responsabilité et effets

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté n'est pas créateur de droits et peut être retiré à tout moment. Cet acte purement déclaratif n'a aucun effet sur le droit de propriété et concerne uniquement les limites de la voie publique.

Hôtel de ville
66, rue de Paris
B.P. 10060
95503 Gonesse Cedex
tél 01 34 45 11 11
fax 01 39 87 13 22

Article 3 – Formalités

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'aménagement prévues par le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Il est rappelé au pétitionnaire qu'aucune construction ou modification ne pourra être réalisée sans qu'il ait, au préalable, obtenu l'autorisation du Maire prévue par le Code de l'Urbanisme. Le présent arrêté d'alignement n'autorise ni la pose ni la modification d'une clôture qui nécessitent une déclaration de travaux conformément aux articles L 422-1 à L 422-5 et R 422-1 à R 422-12 dudit Code.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 – La publication électronique du présent arrêté sera effectuée sur le site internet de la Ville.

Article 5 – Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté est valable pour une durée de Un (1) an à compter de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 6 – L'ampliation du présent arrêté sera transmise :

- au bénéficiaire pour attribution
- à la commune de Gonesse pour attribution
- à la DDEA 95/SATO/SASCA pour information

Fait à Gonesse, le 6 septembre 2022

**Pour le Maire et par délégation,
Le Conseiller Municipal délégué aux Travaux,
à la Voirie, à la Sécurité des Bâtiments
et au Jumelage,**

Patrice RICHARD



Le Maire soussigné, ATTESTE
que le présent acte a été reçu en
sous-Préfecture, le :

Mis en ligne le : **12 SEP. 2022**

Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale des Services

Pour le Maire et par délégation
Le Directeur Général Adjoint des Services
Comme TAILLER

Vincen BRYCHE

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

OBJET : ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT
DE LA RUE EMMANUEL RAIN (n°2 B et 4)

Le Maire de la Ville de Gonesse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L112-1 à L112-7, L116-1 à L116-8, L141-2 à L141-7, R112-1 à R112-3 et R116-1 à R116-2,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, modifié par le décret n°79-1152 du 28 décembre 1979, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales,

Considérant la demande en date du 31 août 2022 par laquelle l'Office Notarial Isneauville la Ronce, demande pour la propriété située 2 bis et 4 rue Emmanuel Rain, en agglomération, sur la commune de Gonesse, l'alignement au droit de la rue Emmanuel Rain, voie communale,

Propriété constituée de la parcelle cadastrée section AL, numéro 18.

Considérant qu'il n'existe pas de plan d'alignement, et qu'en l'absence, il convient de considérer que l'alignement doit être fixé conformément à la limite de fait établie d'après la situation des lieux, laquelle est considérée comme correspondant à la limite figurant au cadastre, seule faisant foi,

ARRÊTE

Article 1 - Alignement

L'alignement de la propriété du bénéficiaire au droit de la voie susmentionnée est défini par la limite actuelle du domaine public qui se confond avec la limite de la propriété.

Lors du dépôt d'une éventuelle demande d'autorisation d'urbanisme (permis de construire...), une zone non aedificandi pourra être imposée.

Article 2 – Responsabilité et effets

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté n'est pas créateur de droits et peut être retiré à tout moment. Cet acte purement déclaratif n'a aucun effet sur le droit de propriété et concerne uniquement les limites de la voie publique.

Hôtel de ville
66, rue de Paris
B.P. 10060
95503 Gonesse Cedex
tél 01 34 45 11 11
fax 01 39 87 13 22

Article 3 – Formalités

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'aménagement prévues par le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Il est rappelé au pétitionnaire qu'aucune construction ou modification ne pourra être réalisée sans qu'il ait, au préalable, obtenu l'autorisation du Maire prévue par le Code de l'Urbanisme. Le présent arrêté d'alignement n'autorise ni la pose ni la modification d'une clôture qui nécessitent une déclaration de travaux conformément aux articles L 422-1 à L 422-5 et R 422-1 à R 422-12 dudit Code.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 – La publication électronique du présent arrêté sera effectuée sur le site internet de la Ville.

Article 5 – Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté est valable pour une durée de Un (1) an à compter de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 6 – L'ampliation du présent arrêté sera transmise :

- au bénéficiaire pour attribution
- à la commune de Gonesse pour attribution
- à la DDEA 95/SATO/SASCA pour information

Fait à Gonesse, le 6 septembre 2022

**Pour le Maire et par délégation,
Le Conseiller Municipal délégué aux Travaux,
à la Voirie, à la Sécurité des Bâtiments
et au Jumelage,**

Patrice RICHARD



Le Maire soussigné, ATTESTE
que le présent acte a été reçu en
sous-Préfecture, le :

Mis en ligne le : **12 SEP. 2022**

Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale des Services
Le Directeur Général Adjoint des Services

Corine TAILLER

Vincent BRYCHE

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Direction de l'Aménagement Urbain
et de la Transition Ecologique
JPB/FDV/YD/SR *fov*

ARRÊTÉ N°401/2022

**OBJET : ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT
DE LA RUE ALBERT DROUHOT (n°69 Bis à 71)**

Le Maire de la Ville de Gonesse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L112-1 à L112-7, L116-1 à L116-8, L141-2 à L141-7, R112-1 à R112-3 et R116-1 à R116-2,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, modifié par le décret n°79-1152 du 28 décembre 1979, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales,

Considérant la demande en date du 29 juillet 2022 par laquelle Cabinet Xénard, demande pour la propriété située 69 bis à 71 rue Albert Drouhot, en agglomération, sur la commune de Gonesse, l'alignement au droit de la rue Albert Drouhot, voie communale,

Propriété constituée de la parcelle cadastrée section AI, numéro 68-294, lot n°17.

Considérant qu'il n'existe pas de plan d'alignement, et qu'en l'absence, il convient de considérer que l'alignement doit être fixé conformément à la limite de fait établie d'après la situation des lieux, laquelle est considérée comme correspondant à la limite figurant au cadastre, seule faisant foi,

ARRÊTE

Article 1 - Alignement

L'alignement de la propriété du bénéficiaire au droit de la voie susmentionnée est défini par la limite actuelle du domaine public qui se confond avec la limite de la propriété.

Lors du dépôt d'une éventuelle demande d'autorisation d'urbanisme (permis de construire...), une zone non aedificandi pourra être imposée.

Article 2 – Responsabilité et effets

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté n'est pas créateur de droits et peut être retiré à tout moment. Cet acte purement déclaratif n'a aucun effet sur le droit de propriété et concerne uniquement les limites de la voie publique.

Hôtel de ville
66, rue de Paris
B.P. 10060
95503 Gonesse Cedex
tél 01 34 45 11 11
fax 01 39 87 13 22

Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire

Article 3 – Formalités

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'aménagement prévues par le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Il est rappelé au pétitionnaire qu'aucune construction ou modification ne pourra être réalisée sans qu'il ait, au préalable, obtenu l'autorisation du Maire prévue par le Code de l'Urbanisme. Le présent arrêté d'alignement n'autorise ni la pose ni la modification d'une clôture qui nécessitent une déclaration de travaux conformément aux articles L 422-1 à L 422-5 et R 422-1 à R 422-12 dudit Code.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 – La publication électronique du présent arrêté sera effectuée sur le site internet de la Ville.

Article 5 – Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté est valable pour une durée de Un (1) an à compter de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 6 – L'ampliation du présent arrêté sera transmise :

- au bénéficiaire pour attribution
- à la commune de Gonesse pour attribution
- à la DDEA 95/SATO/SASCA pour information

Fait à Gonesse, le 6 septembre 2022

**Pour le Maire et par délégation,
Le Conseiller Municipal délégué aux Travaux,
à la Voirie, à la Sécurité des Bâtiments
et au Jumelage**

Patrice RICHARD



Le Maire soussigné, ATTESTE
que le présent acte a été reçu en
sous-Préfecture, le :

Mis en ligne le : **12 SEP. 2022**

~~Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale des Services
Le Directeur Général Adjoint des Services~~

Corine TAILLER

Vincent BRYCHE

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Direction de l'Aménagement Urbain
et de la Transition Ecologique
JPB/FDV/YD/SR f d v

ARRÊTÉ N°402/2022

OBJET : **ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT
DE LA RUE AMBROISE THOMAS (n°1-11 ET 2-10)
DE LA RUE CLAUDE DEBUSSY (n°1-9 ET 2-12) ET DE LA
RUE MAURCE RAVEL (n°1-33 ET 2-56)**

Le Maire de la Ville de Gonesse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L112-1 à L112-7, L116-1 à L116-8, L141-2 à L141-7, R112-1 à R112-3 et R116-1 à R116-2,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, modifié par le décret n°79-1152 du 28 décembre 1979, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales,

Considérant la demande en date du 19 août 2022 par laquelle l'Office Notarial de Gonesse demande pour la propriété située 1 à 11 et 2 à 10 rue Ambroise Thomas, 1 à 9 et 2 à 12 rue Claude Debussy et 1 à 33 et 2 à 56 rue Maurice Ravel dénommé Le Bois des Marronniers, en agglomération, sur la commune de Gonesse, l'alignement au droit de la rue Ambroise Thomas, rue Claude Debussy et rue Maurice Ravel, voie communale,

Propriété constituée de la parcelle cadastrée section AC, numéros 263, 475, 480, 481, 482, 484, 486, 505, 507, 508, 510 et 525.

Considérant qu'il n'existe pas de plan d'alignement, et qu'en l'absence, il convient de considérer que l'alignement doit être fixé conformément à la limite de fait établie d'après la situation des lieux, laquelle est considérée comme correspondant à la limite figurant au cadastre, seule faisant foi,

ARRÊTE

Article 1 - Alignement

L'alignement de la propriété du bénéficiaire au droit de la voie susmentionnée est défini par la limite actuelle du domaine public qui se confond avec la limite de la propriété.

Lors du dépôt d'une éventuelle demande d'autorisation d'urbanisme (permis de construire...), une zone non aedificandi pourra être imposée.

Article 2 – Responsabilité et effets

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté n'est pas créateur de droits et peut être retiré à tout moment. Cet acte purement déclaratif n'a aucun effet sur le droit de propriété et concerne uniquement les limites de la voie publique.

Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire

Hôtel de ville
66, rue de Paris
B.P. 10060
95503 Gonesse Cedex
tél 01 34 45 11 11
fax 01 39 87 13 22

Article 3 – Formalités

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'aménagement prévues par le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Il est rappelé au pétitionnaire qu'aucune construction ou modification ne pourra être réalisée sans qu'il ait, au préalable, obtenu l'autorisation du Maire prévue par le Code de l'Urbanisme. Le présent arrêté d'alignement n'autorise ni la pose ni la modification d'une clôture qui nécessitent une déclaration de travaux conformément aux articles L 422-1 à L 422-5 et R 422-1 à R 422-12 dudit Code.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 – La publication électronique du présent arrêté sera effectuée sur le site internet de la Ville.

Article 5 – Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté est valable pour une durée de Un (1) an à compter de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 6 – L'ampliation du présent arrêté sera transmise :

- au bénéficiaire pour attribution
- à la commune de Gonesse pour attribution
- à la DDEA 95/SATO/SASCA pour information

Fait à Gonesse, le 6 septembre 2022

**Pour le Maire et par délégation,
Le Conseiller Municipal délégué aux Travaux,
à la Voirie, à la Sécurité des Bâtiments
et au Jumelage,**

Patrice RICHARD



Le Maire soussigné, ATTESTE
que le présent acte a été reçu en
sous-Préfecture, le :

Mise en ligne le : **12 SEP. 2022**

Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale des Services

Pour le Maire et par délégation
Le Directeur Adjoint des Services

Vincent BRYCHE

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Direction de l'Aménagement Urbain
et de la Transition Ecologique
JPB/FDV/YD/SR f01

ARRÊTÉ N° 403/2022

OBJET : ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT
DE LA RUE LINO VENTURA (n°18)

Le Maire de la Ville de Gonesse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L112-1 à L112-7, L116-1 à L116-8, L141-2 à L141-7, R112-1 à R112-3 et R116-1 à R116-2,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, modifié par le décret n°79-1152 du 28 décembre 1979, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales,

Considérant la demande en date du 22 août 2022 par laquelle Andreea Dinca Notaire Associé, demande pour la propriété située 18 rue Lino Ventura, en agglomération, sur la commune de Gonesse, l'alignement au droit de la rue Lino Ventura, voie communale,

Propriété constituée de la parcelle cadastrée section ZS, numéro 1221.

Considérant qu'il n'existe pas de plan d'alignement, et qu'en l'absence, il convient de considérer que l'alignement doit être fixé conformément à la limite de fait établie d'après la situation des lieux, laquelle est considérée comme correspondant à la limite figurant au cadastre, seule faisant foi,

ARRÊTE

Article 1 - Alignement

L'alignement de la propriété du bénéficiaire au droit de la voie susmentionnée est défini par la limite actuelle du domaine public qui se confond avec la limite de la propriété.

Lors du dépôt d'une éventuelle demande d'autorisation d'urbanisme (permis de construire...), une zone non aedificandi pourra être imposée.

Article 2 – Responsabilité et effets

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté n'est pas créateur de droits et peut être retiré à tout moment. Cet acte purement déclaratif n'a aucun effet sur le droit de propriété et concerne uniquement les limites de la voie publique.

Hôtel de ville
66, rue de Paris
B.P. 10060
95503 Gonesse Cedex
tél 01 34 45 11 11
fax 01 39 87 13 22

Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire

Article 3 – Formalités

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'aménagement prévues par le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Il est rappelé au pétitionnaire qu'aucune construction ou modification ne pourra être réalisée sans qu'il ait, au préalable, obtenu l'autorisation du Maire prévue par le Code de l'Urbanisme. Le présent arrêté d'alignement n'autorise ni la pose ni la modification d'une clôture qui nécessitent une déclaration de travaux conformément aux articles L 422-1 à L 422-5 et R 422-1 à R 422-12 dudit Code.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 – La publication électronique du présent arrêté sera effectuée sur le site internet de la Ville.

Article 5 – Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté est valable pour une durée de Un (1) an à compter de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 6 – L'ampliation du présent arrêté sera transmise :

- au bénéficiaire pour attribution
- à la commune de Gonesse pour attribution
- à la DDEA 95/SATO/SASCA pour information

Fait à Gonesse, le 6 septembre 2022

**Pour le Maire et par délégation,
Le Conseiller Municipal délégué aux Travaux,
à la Voirie, à la Sécurité des Bâtiments
et au Jumelage**

Patrice RICHARD



Le Maire soussigné, ATTESTE
que le présent acte a été reçu en
sous-Préfecture, le :

Mis en ligne le : **12 SEP. 2022**

Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale des Services
Pour le Maire et par délégation

Le Directeur Adjoint des Services

Vincent BRYCHE

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Direction de l'Aménagement Urbain
et de la Transition Ecologique
JPB/FDV/YD/SR F0V

ARRÊTÉ N°404/2022

OBJET : ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT
DE LA RUE DE SENLIS (n°14)

Le Maire de la Ville de Gonesse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L112-1 à L112-7, L116-1 à L116-8, L141-2 à L141-7, R112-1 à R112-3 et R116-1 à R116-2,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, modifié par le décret n°79-1152 du 28 décembre 1979, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales,

Considérant la demande en date du 9 août 2022 par laquelle Maître Fanomezantsoa RANDRIANJA Notaire, demande pour la propriété située 14 rue de Senlis, en agglomération, sur la commune de Gonesse, l'alignement au droit de la rue de Senlis, voie communale,

Propriété constituée de la parcelle cadastrée section ZS, numéro 95.

Considérant qu'il n'existe pas de plan d'alignement, et qu'en l'absence, il convient de considérer que l'alignement doit être fixé conformément à la limite de fait établie d'après la situation des lieux, laquelle est considérée comme correspondant à la limite figurant au cadastre, seule faisant foi,

ARRÊTE

Article 1 - Alignement

L'alignement de la propriété du bénéficiaire au droit de la voie susmentionnée est défini par la limite actuelle du domaine public qui se confond avec la limite de la propriété.

Lors du dépôt d'une éventuelle demande d'autorisation d'urbanisme (permis de construire...), une zone non aedificandi pourra être imposée.

Article 2 – Responsabilité et effets

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté n'est pas créateur de droits et peut être retiré à tout moment. Cet acte purement déclaratif n'a aucun effet sur le droit de propriété et concerne uniquement les limites de la voie publique.

Hôtel de ville
66, rue de Paris
B.P. 10060
95503 Gonesse Cedex
tél 01 34 45 11 11
fax 01 39 87 13 22

Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire

Article 3 – Formalités

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'aménagement prévues par le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Il est rappelé au pétitionnaire qu'aucune construction ou modification ne pourra être réalisée sans qu'il ait, au préalable, obtenu l'autorisation du Maire prévue par le Code de l'Urbanisme. Le présent arrêté d'alignement n'autorise ni la pose ni la modification d'une clôture qui nécessitent une déclaration de travaux conformément aux articles L 422-1 à L 422-5 et R 422-1 à R 422-12 dudit Code.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 – La publication électronique du présent arrêté sera effectuée sur le site internet de la Ville.

Article 5 – Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté est valable pour une durée de Un (1) an à compter de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 6 – L'ampliation du présent arrêté sera transmise :


- au bénéficiaire pour attribution
- à la commune de Gonesse pour attribution
- à la DDEA 95/SATO/SASCA pour information

Fait à Gonesse, le 6 septembre 2022

**Pour le Maire et par délégation,
Le Conseiller Municipal délégué aux Travaux,
à la Voirie, à la Sécurité des Bâtiments
et au Jumelage**



Patrice RICHARD

Le Maire soussigné, ATTESTE
que le présent acte a été reçu en
sous-Préfecture, le : 

Mis en ligne le :

12 SEP. 2022

Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale des Services
Le Directeur Général Adjoint des Services
Corine TAILLER



Vincent BRYCHE

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Direction de l'Aménagement Urbain
et de la Transition Ecologique
JPB/FDV/YD/SR 407

ARRÊTÉ N°405/2022

OBJET : ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT
DU PARC DE LA COMMANDERIE (n°2)

Le Maire de la Ville de Gonesse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L112-1 à L112-7, L116-1 à L116-8, L141-2 à L141-7, R112-1 à R112-3 et R116-1 à R116-2,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, modifié par le décret n°79-1152 du 28 décembre 1979, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales,

Considérant la demande en date du 9 août 2022 par laquelle MGN Notaires, demande pour la propriété située 2 Parc de la Commanderie, en agglomération, sur la commune de Gonesse, l'alignement au droit du Parc de la Commanderie, voie communale,

Propriété constituée de la parcelle cadastrée section AK, numéro 329.

Considérant qu'il n'existe pas de plan d'alignement, et qu'en l'absence, il convient de considérer que l'alignement doit être fixé conformément à la limite de fait établie d'après la situation des lieux, laquelle est considérée comme correspondant à la limite figurant au cadastre, seule faisant foi,

ARRÊTE

Article 1 - Alignement

L'alignement de la propriété du bénéficiaire au droit de la voie susmentionnée est défini par la limite actuelle du domaine public qui se confond avec la limite de la propriété.

Lors du dépôt d'une éventuelle demande d'autorisation d'urbanisme (permis de construire...), une zone non aedificandi pourra être imposée.

Article 2 – Responsabilité et effets

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté n'est pas créateur de droits et peut être retiré à tout moment. Cet acte purement déclaratif n'a aucun effet sur le droit de propriété et concerne uniquement les limites de la voie publique.

Hôtel de ville
66, rue de Paris
B.P. 10060
95503 Gonesse Cedex
tél 01 34 45 11 11
fax 01 39 87 13 22

Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire

Article 3 – Formalités

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'aménagement prévues par le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Il est rappelé au pétitionnaire qu'aucune construction ou modification ne pourra être réalisée sans qu'il ait, au préalable, obtenu l'autorisation du Maire prévue par le Code de l'Urbanisme. Le présent arrêté d'alignement n'autorise ni la pose ni la modification d'une clôture qui nécessitent une déclaration de travaux conformément aux articles L 422-1 à L 422-5 et R 422-1 à R 422-12 dudit Code.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 – La publication électronique du présent arrêté sera effectuée sur le site internet de la Ville.

Article 5 – Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté est valable pour une durée de Un (1) an à compter de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 6 – L'ampliation du présent arrêté sera transmise :

- au bénéficiaire pour attribution
- à la commune de Gonesse pour attribution
- à la DDEA 95/SATO/SASCA pour information

Fait à Gonesse, le 6 septembre 2022

**Pour le Maire et par délégation,
Le Conseiller Municipal délégué aux Travaux,
à la Voirie, à la Sécurité des Bâtiments
et au Jumelage.**



Patrice RICHARD

Le Maire soussigné, ATTESTE
que le présent acte a été reçu en
sous-Préfecture, le :

Mis en ligne le : **12 SEP. 2022**

Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale des Services
Le Directeur Général Adjoint des Services
Corine TAILLER

Vincent BRYCHE

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

OBJET : **ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT
DE LA RUE DES FRERES MONTGOLFIER (n°6)**

Le Maire de la Ville de Gonesse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L112-1 à L112-7, L116-1 à L116-8, L141-2 à L141-7, R112-1 à R112-3 et R116-1 à R116-2,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, modifié par le décret n°79-1152 du 28 décembre 1979, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales,

Considérant la demande en date du 9 août 2022 par laquelle KINAXIA, demande pour la propriété située 6 rue des Frères Montgolfier, en agglomération, sur la commune de Gonesse, l'alignement au droit de la rue des Frères Montgolfier, voie communale,

Propriété constituée de la parcelle cadastrée section AL, numéro 0063.

Considérant qu'il n'existe pas de plan d'alignement, et qu'en l'absence, il convient de considérer que l'alignement doit être fixé conformément à la limite de fait établie d'après la situation des lieux, laquelle est considérée comme correspondant à la limite figurant au cadastre, seule faisant foi,

ARRÊTE

Article 1 - Alignement

L'alignement de la propriété du bénéficiaire au droit de la voie susmentionnée est défini par la limite actuelle du domaine public qui se confond avec la limite de la propriété.

Lors du dépôt d'une éventuelle demande d'autorisation d'urbanisme (permis de construire...), une zone non aedificandi pourra être imposée.

Article 2 – Responsabilité et effets

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté n'est pas créateur de droits et peut être retiré à tout moment. Cet acte purement déclaratif n'a aucun effet sur le droit de propriété et concerne uniquement les limites de la voie publique.

Hôtel de ville
66, rue de Paris
B.P. 10060
95503 Gonesse Cedex
tél 01 34 45 11 11
fax 01 39 87 13 22

Article 3 – Formalités

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'aménagement prévues par le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Il est rappelé au pétitionnaire qu'aucune construction ou modification ne pourra être réalisée sans qu'il ait, au préalable, obtenu l'autorisation du Maire prévue par le Code de l'Urbanisme. Le présent arrêté d'alignement n'autorise ni la pose ni la modification d'une clôture qui nécessitent une déclaration de travaux conformément aux articles L 422-1 à L 422-5 et R 422-1 à R 422-12 dudit Code.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 – La publication électronique du présent arrêté sera effectuée sur le site internet de la Ville.

Article 5 – Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté est valable pour une durée de Un (1) an à compter de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 6 – L'ampliation du présent arrêté sera transmise :

- au bénéficiaire pour attribution
- à la commune de Gonesse pour attribution
- à la DDEA 95/SATO/SASCA pour information

Fait à Gonesse, le 6 septembre 2022

**Pour le Maire et par délégation,
Le Conseiller Municipal délégué aux Travaux,
à la Voirie, à la Sécurité des Bâtiments
et au Jumelage,**

Patrice RICHARD



Le Maire soussigné, ATTESTE
que le présent acte a été reçu en
sous-Préfecture, le :

Mis en ligne le : **12 SEP. 2022**

Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale des Services
Pour le Maire et par délégation
Le Directeur Général Adjoint des Services
Comme TAILLER

Vincent BRYCHE

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

OBJET : ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT
DE LA RUE HENRI DUNANT (n°19)

Le Maire de la Ville de Gonesse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L112-1 à L112-7, L116-1 à L116-8, L141-2 à L141-7, R112-1 à R112-3 et R116-1 à R116-2,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, modifié par le décret n°79-1152 du 28 décembre 1979, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales,

Considérant la demande en date du 10 août 2022 par laquelle KERPOISSON-SUEUR Notaire Associé, demande pour la propriété située 19 rue Henri Dunant, en agglomération, sur la commune de Gonesse, l'alignement au droit de la rue Henri Dunant, voie communale,

Propriété constituée de la parcelle cadastrée section AM, numéro 130.

Considérant qu'il n'existe pas de plan d'alignement, et qu'en l'absence, il convient de considérer que l'alignement doit être fixé conformément à la limite de fait établie d'après la situation des lieux, laquelle est considérée comme correspondant à la limite figurant au cadastre, seule faisant foi,

ARRÊTE

Article 1 - Alignement

L'alignement de la propriété du bénéficiaire au droit de la voie susmentionnée est défini par la limite actuelle du domaine public qui se confond avec la limite de la propriété.

Lors du dépôt d'une éventuelle demande d'autorisation d'urbanisme (permis de construire...), une zone non aedificandi pourra être imposée.

Article 2 – Responsabilité et effets

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté n'est pas créateur de droits et peut être retiré à tout moment. Cet acte purement déclaratif n'a aucun effet sur le droit de propriété et concerne uniquement les limites de la voie publique.

Hôtel de ville
66, rue de Paris
B.P. 10060
95503 Gonesse Cedex
tél 01 34 45 11 11
fax 01 39 87 13 22

Article 3 – Formalités

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'aménagement prévues par le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Il est rappelé au pétitionnaire qu'aucune construction ou modification ne pourra être réalisée sans qu'il ait, au préalable, obtenu l'autorisation du Maire prévue par le Code de l'Urbanisme. Le présent arrêté d'alignement n'autorise ni la pose ni la modification d'une clôture qui nécessitent une déclaration de travaux conformément aux articles L 422-1 à L 422-5 et R 422-1 à R 422-12 dudit Code.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 – La publication électronique du présent arrêté sera effectuée sur le site internet de la Ville.

Article 5 – Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté est valable pour une durée de Un (1) an à compter de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.


Article 6 – L'ampliation du présent arrêté sera transmise :

- au bénéficiaire pour attribution
- à la commune de Gonesse pour attribution
- à la DDEA 95/SATO/SASCA pour information

Fait à Gonesse, le 6 septembre 2022

**Pour le Maire et par délégation,
Le Conseiller Municipal délégué aux Travaux,
à la Voirie, à la Sécurité des Bâtiments
et au Jumelage,**


Patrice RICHARD


Le Maire soussigné, ATTESTE
que le présent acte a été reçu en
sous-Préfecture, le : 

Mis en ligne le :

12 SEP. 2022

Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale des Services
Le Directeur Général Adjoint des Services
Corine TAILLER


Vincent BRYCHE

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication.